



Membres en exercice : 80

Présents : 72

Pouvoirs : 07

**CONSEIL DE TERRITOIRE**  
**SÉANCE DU 8 MARS 2016 À 19h30**

**Délibération CT2016/03/08-09 – Autorisation générale et permanente de poursuites accordée au comptable public**

**Rapporteur : Xavier LEMOINE, 10<sup>ème</sup> Vice-président**

**DATE DE CONVOCATION** : Mercredi 2 mars 2016

**PRÉSIDENCE** de Michel Teulet, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

**LIEU DE RÉUNION** : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160)

**PRÉSENTS** : Mmes et MM. ALLEMON Eric, AMERICO Michel, AMORÉ Félicité, AMOZIGH Joëlle, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, BAILLY Dominique, BARBIERI Michel, BARRAUD Amélie, BARTH Franck, BODIN Roger, BORDES Roselyne, BOUCHER Martine, BOURICHA Fayçale, BOYER Jean-Pierre, CALMÉJANE Hélène, CALMÉJANE Patrice, CAPILLON Claude, CARBONNELLE Serge, CHOULET Michèle, CLAVEAU Michèle, COPPI Katia, CRANOLY Rolin, DALLIER Philippe, DELORMEAU Christine, DEMUYNCK Christian, DESHOGUES Monique, DUFFRÈNE Sylvie, ÉPINARD Jacques FAUBERT, Serge, FAUCONNET Jean-Paul, FICCA Grégory, GAUTHIER Christine, GENESTIER Jean-Michel, GRANDIN Gaëtan, HAGEGE Dominique, HARDEL Patrice, HÉLÉNON Joëlle, HUART Marie-Claude, ISCACHE Martine, Ivan ITZKOVITCH, Anne JARDIN, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LELLOUCHE Nicole, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MAHÉAS Jacques, MALJEAN Jean-Pierre, MANTEL Aurélie, MARSIGNY Brigitte, MARTIN Pierre-Yves, MARTINACHE François, MARTINS Marylise, MIERSMAN Michel, MILOTI Donni, PELISSIER André, PIETRASZEWSKI Jean-Jacques, POPOLIN Pascal, RATEAU Chantal, REYGNAUD Marie-Françoise, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SCHLEGEL Eric, SCHUMACHER Alain, TESTA Richard, TEULET Michel, THIBAUT Magalie, TORO Ludovic, VAVASSORI Patricia, VIEUX-COMBE Evelyne.

**ABSENTS/POUVOIRS** : Mmes et MM. AWAD-SHEHATA Stéphanie (donne pouvoir à Monique DESHOGUES), BENTAHAR Abdelkader, BOUDJEMAI Kaïssa (donne pouvoir à Roselyne BORDES), BOUVARD Jacques (donne pouvoir à Claude CAPILLON), MAUPOUSSIN Stéphanie (donne pouvoir à Fayçale BOURICHA), PRUDHOMME Gérard (donne pouvoir à Pierre-Yves MARTIN), Patrick SARDA (donne pouvoir à Serge CARBONNELLE), TAYEBI Samira (donne pouvoir à Olivier KLEIN).

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Hélène CALMÉJANE

## LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (notamment son article 59),

**VU** le décret n° 2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1617-5 et R. 1617-24,

**VU** le décret n° 2009-125 du 3 février 2009 relatif à l'autorisation préalable des poursuites pour le recouvrement des produits locaux,

**VU** l'instruction 11-009 MO du 25 mars 2011 relative au partenariat entre ordonnateurs et comptables pour l'amélioration du recouvrement des produits locaux,

**CONSIDÉRANT** l'intérêt d'accorder une autorisation générale et permanente de poursuites à Madame Nicole SOLE, Trésorière Principale de Montfermeil,

**CONSIDÉRANT** que ce dispositif ne prive pas l'établissement public territorial de son pouvoir de surveillance en matière de poursuites mais allège la procédure de recouvrement et contribue à rendre plus rapides et plus efficaces les poursuites,

**Après en avoir délibéré,**

- **A l'unanimité**

**DÉCIDE** d'accorder une autorisation générale et permanente des poursuites à Madame Nicole SOLE, Trésorière Principale de Montfermeil, concernant le budget principal, le budget annexe assainissement, et le budget annexe "activités économiques" de l'établissement public territorial, selon les termes suivants :

- Par voie de mise en demeure (sans seuil) ;
- Par voie d'opposition à tiers détenteur auprès des employeurs et organismes divers, pour des dettes comprises entre 30 et 15 000 euros ;
- Par voie d'opposition à tiers détenteur auprès des organismes bancaires pour des dettes comprises entre 130 et 15 000 euros ;
- Par voie de saisie mobilière, pour des dettes comprises entre 500 et 15 000 euros.

**PRÉCISE** qu'au-delà des seuils maximum, la trésorière devra demander une autorisation à l'ordonnateur.

**DÉCIDE** d'adresser ampliation de la présente au Contrôle de Légalité et au Comptable Public.

*Ainsi fait et délibéré en séance, le 08/03/2016.*

Le Président soussigné certifie  
le caractère exécutoire  
du présent acte reçu  
en Préfecture le

21 MARS 2016  
Michel TEULET



Le Président,

Michel TEULET